

ASSOCIATION POUR LA LUTTE CONTRE LE GENOCIDE
(A.C GENOCIDE-CIRIMOSO) -SECTION JEUNESSE UNIVERSITAIRE

DECLARATION

La Section Jeunesse Universitaire de A.C GENOCIDE –CIRIMOSO vient d'apprendre avec stupéfaction la deuxième vague de libération des criminels (780 actuellement après la série du 10 Janvier 2006 qui avait concerné 673) appelés pompeusement « prisonniers politiques » par l'Ordonnance de la Ministre de la Justice.

Il n'est plus de grande utilité de s'attarder à prouver l'illégalité, l'inopportunité et l'injustice de cette mesure car dès la première vague, il a été démontré à suffisance que cette décision bafouait le principe de la séparation des pouvoirs et donnait ainsi un coup dur à la magistrature, mais surtout qu'elle consacrait l'impunité définitive du crime de génocide, qu'elle mettait en péril les vies des rescapés provisoires et des témoins qui avaient courageusement chargé les criminels libérés, etc ; bref qu'elle faisait voler en éclats tout espoir d'une véritable réconciliation du peuple burundais avec lui-même.

Il faut aujourd'hui remarquer que, comme on s'y attendait, ce qui était crainte est devenue réalité. Notre organisation est au courant des menaces et intimidations proférées à l'endroit des témoins et rescapés provisoires par ces criminels libérés, ce qui fait que ces déshérités n'osent plus quitter leurs camps de misère pour s'adonner aux travaux champêtres sur leurs collines de provenance, là où cela était encore possible. Pour qui connaît la situation de famine dans laquelle vit la population burundaise, même pour la partie de celle-ci restée sur les collines, il n'est pas difficile d'imaginer le supplément de calvaire que cette décision est venue rajouter au quotidien déjà précaire de ces déplacés.

Ce qui est encore choquant, c'est que cette inopportune mesure tombe alors que les organisations citoyennes, tant politiques que de la société civile, avaient dans la quasi-unanimité fortement condamné la première vague de libération des criminels et mis en garde le gouvernement contre les fâcheuses conséquences que n'allait pas manquer d'entraîner sa décision. En agissant ainsi le gouvernement vient de montrer et démontrer à qui veut le voir que bien qu'il ne cesse de chanter jour et nuit qu'il serait venu instaurer la « bonne gouvernance », il foule au pied un de ses principes les plus essentiels à savoir la prise en compte de l'opinion du citoyen dans la prise des décisions.

Aussi notre organisation demande t-elle :

- Aux associations politiques et de la société civile :
 - D'ouvrir les yeux et voir la véritable nature et les véritables desseins de ce gouvernement. Ceci leur permettra d'adapter leur discours.
 - De ne pas se laisser décourager par ces mesures impopulaires et irrationnelles qui par la nature même des choses, sont vulnérables et ne peuvent pas résister, tout autant que les régimes qui les édictent, à la machine de l'Histoire.
- A la communauté internationale : de faire un effort d'objectivité dans son analyse de la situation prévalant au Burundi et ainsi cesser de le citer en « exemple de démocratie et de sortie de crise réussie » alors qu'il n'est plutôt que le porte-flambeau dans la violation des principes moraux, juridiques et politiques sur lesquels l'humanité est bâtie dont le plus important est la prévention-répression du crime de génocide ainsi que la disqualification des individus et organisations qui le commettent.

Quant à ce gouvernement qui, par sa manière de conduire les affaires de l'Etat, a déjà prouvé qu'il ne sert à rien de lui demander ni recommander quoi que ce soit, nous ne pouvons que lui rappeler qu'il aura un jour à répondre devant l'Histoire de ses actes qui causent tant de souffrances aux citoyens de ce pays.

Fait à Bujumbura le 20/02/2006
Pour la Section Jeunesse Universitaire
de A.C GENOCIDE CIRIMOSO
Joseph KARENZO

Président